



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

Bulletin Mensuel - Numéro 170 - Septembre 2011

NOTRE OPINION

- **21 septembre : un hommage à Ricardo Carrere et à tous ceux qui luttent contre la monoculture d'arbres et pour la vie !**

EN MÉMOIRE DE NOTRE AMI RICARDO

- **En souvenir de Ricardo Carrere...**

JOUR INTERNATIONAL DE LUTTE CONTRE LA MONOCULTURE D'ARBRES

- **Les facteurs de l'expansion des plantations forestières**
- **Rejet de l'initiative du WWF « Projet de plantations de nouvelle génération »**
- **Indonésie : dette, plantations et dégradation**
- **Inde : des femmes tribales de Kaimur plantent des arbres indigènes pour protester contre la campagne gouvernementale de plantation d'arbres financée par la JICA**
- **Mozambique : l'expansion des plantations industrielles d'arbres en régime de monoculture**
- **Le palmier à huile au Bénin : de la production artisanale des femmes à la production industrielle des entreprises**

DÉFINIR LES FORÊTS

- **À l'occasion du Jour international de lutte contre les plantations d'arbres, définissons les forêts en respectant leur véritable signification**

NOTRE OPINION

- 21 septembre : un hommage à Ricardo Carrere et à tous ceux qui luttent contre la monoculture d'arbres et pour la vie !

Le 16 août dernier nous avons perdu notre cher collègue Ricardo Carrere. Encore abasourdis par la disparition d'un grand camarade et ami, nous constatons cependant de l'importance de l'héritage qu'il nous a laissé.

Les nombreux messages que nous avons reçus de ses collègues et amis de longue date en sont la preuve. Mais nous avons été surpris de recevoir aussi une grande quantité de messages de personnes qui avaient rencontré Ricardo une ou deux fois seulement. Ces rencontres, même de courte durée, ont laissé une impression durable sur elles, comme le montre l'article de Julien-François Gerber et Sandra Veuthey publié dans le présent bulletin.

Dans l'éditorial de ce numéro centré sur le Jour international de lutte contre la monoculture d'arbres, nous souhaitons « dialoguer » avec les textes que Ricardo a écrits à ce sujet, pour lui rendre hommage et pour rappeler quelques-unes des nombreuses idées et réflexions qu'il nous a léguées avec générosité dans les livres, les publications et les articles qu'il a rédigés.

Ricardo a toujours traité avec son enthousiasme habituel ce Jour international de lutte, surgi en 2004 d'une rencontre de communautés affectées par la monoculture au Brésil. Rappelons qu'au Brésil, le 21 septembre est le jour de l'arbre.

Du point de vue de Ricardo, quel est l'objectif du Jour international de lutte contre la monoculture ? Il a écrit : *« Ce 21 septembre nous voulons rendre visibles les nombreux peuples qui luttent contre les plantations, pour essayer de déchirer le voile de silence et de mensonge qui enveloppe leurs déboires. Nous voulons aussi diffuser à tout vent les évidences qui se dégagent de ces luttes, à propos des méfaits écologiques et sociaux de ces plantations. Ce faisant, nous visons à affaiblir le soutien gouvernemental des plantations et à exposer ceux qui œuvrent pour les rendre crédibles ou qui induisent le public en erreur à leur sujet. »* (Bulletin du WRM, septembre 2008)

Nous pouvons voir que Ricardo avait pour principe d'être toujours aux côtés des communautés touchées, grâce auxquelles il avait compris les graves conséquences de la monoculture d'arbres, qu'il essayait toujours de transmettre de façon simple et claire : *« La connaissance, accumulée au cours des décennies passées, que les plantations sont établies aux dépens de l'environnement et des moyens de subsistance des populations a atteint maintenant un tel degré de certitude qu'elle ne peut plus être ignorée. Dans un pays après l'autre, les monocultures d'arbres ont été suivies d'une perte nette d'emplois, d'expulsions forcées ou « volontaires », de l'appropriation de vastes étendues de terres par des entreprises nationales ou transnationales, de la diminution et la pollution des réserves d'eau, de la diminution de la diversité biologique, de l'appauvrissement des sols, de la destruction des écosystèmes locaux – forêts ou prairies – et, dans bien des cas, de la répression, l'incarcération et même la mort parmi d'autres violations des droits de la personne. »* (Bulletin du WRM, septembre 2006)

Un des arguments par lesquels Ricardo justifiait l'importance du Jour international de lutte contre la monoculture d'arbres était que, pour beaucoup de personnes, le fait de planter des arbres est quelque chose de bon : *« de nombreuses personnes, dans le Nord comme dans le Sud, ignorent absolument les problèmes écologiques et sociaux que suscitent ces grandes plantations industrielles et sont persuadées qu'il est toujours bon de planter des arbres. Elles ignorent aussi que, loin d'être créées pour améliorer le niveau de vie des populations locales, ces plantations sont faites pour alimenter la surconsommation dans le Nord. »* (Bulletin du WRM, septembre 2008)

Son diagnostic était le suivant : *« Cette situation est le résultat d'une combinaison de facteurs, dont le fait que les voix des peuples concernés qui luttent contre les plantations sont étouffées par la peur ou la répression ou en les rendant invisibles dans les médias. La peur, la répression et l'invisibilité dans les médias sont possibles en raison du pouvoir économique et politique des entreprises de plantation qui, en général, ont aussi des investissements dans les secteurs industriels du bois, de la pâte, de l'huile de palme ou du caoutchouc. »* (Bulletin du WRM, septembre 2008)

Les tactiques des entreprises qui, grâce à des promesses et de faux arguments scientifiques, envahissaient les territoires de ces communautés, l'horrifiaient : *« Le manque absolu de fondement scientifique de ces arguments n'a pas été un obstacle pour qu'ils soient diffusés comme des 'vérités scientifiques', non seulement par les bénéficiaires directs (les entreprises) mais par tout l'appareil technique et bureaucratique, national et international, mis à leur service. Dans ce processus, la sagesse locale a été appelée 'ignorance' et laissée de côté, et la véritable ignorance a été mise sur un piédestal en tant que 'science'. »* (Bulletin du WRM, septembre 2009)

Il résumait ainsi la situation : *« En bref, l'établissement de ces grandes plantations d'arbres en régime de monoculture constitue une guerre contre les peuples et la nature. La grande armée verte envahit, détruit et réprime les populations locales, dont le seul 'délit' est de défendre de l'envahisseur ce qui leur appartient. »* (Bulletin du WRM, septembre 2010)

En guise de conclusion, il commentait : *« Finalement, nous souhaitons mettre au clair que la lutte contre les plantations a été imposée aux populations et que celles-ci sont en fait en train de défendre leurs moyens de vie et leur environnement contre la convoitise des grandes entreprises. Cette lutte est devenue nécessaire pour protéger les forêts, les prairies, les marais, la diversité biologique, les sols, l'eau et les gens qui, tous, sont affectés par les vastes plantations d'arbres. Il s'agit, en somme, d'une lutte pour la vie. »* (2008)

Et pour finir, dans le bulletin de septembre de l'année dernière, Ricardo a rendu hommage à ces communautés qui luttent contre la monoculture d'arbres dans le monde entier, en disant : *« C'est pourquoi, en ce 21 septembre, nous souhaitons rendre hommage aux peuples qui luttent pour protéger leurs territoires, et exhorter nos lecteurs à redoubler d'efforts pour les appuyer dans la légitime défense de leurs droits. »*

Le 21 septembre 2011, nous souhaitons inclure Ricardo dans cet hommage et affirmer que, pour le WRM, le soutien de ces luttes restera fortement prioritaire.

Merci Ricardo, et *hasta siempre* !

[index](#)

EN MÉMOIRE DE NOTRE AMI RICARDO

- En souvenir de Ricardo Carrere...

Ricardo Carrere est mort dans les premières heures du 16 août 2011. Il souffrait

depuis quelque temps de cancer du poumon, mais il avait souhaité rester aussi discret que possible sur l'évolution de sa maladie. Tout s'est accéléré en quelques jours ; la triste nouvelle nous a pris tout à fait au dépourvu.

Nous pensons que Ricardo Carrere laissera une empreinte indélébile. Avant tout, pour ceux d'entre nous qui avons eu le privilège de le rencontrer, il incarnait une rare combinaison d'humilité, de générosité et de bonté. Il émanait de lui une sorte de fraîcheur juvénile et l'aptitude à écouter les autres. Deux qualités très rares. Il gardait aussi toujours intacte une forme de ferveur contagieuse sur l'importance d'être un activiste, et la capacité de s'indigner de toute injustice.

Ensuite, du point de vue politique, la vie de Ricardo Carrere a été extraordinaire. Son importance, peut-être sans qu'il s'en soit aperçu lui-même, sera considérée comme essentielle dans l'histoire de l'écologie mondiale.

Ricardo s'intéressa à la politique très tôt dans sa vie. À la fin des années 1950, le niveau de vie des Uruguayens s'effondra, suscitant le militantisme étudiant, l'agitation ouvrière et la naissance des Tupamaros. À mesure que la police devenait plus oppressive les conflits sociaux se multipliaient et, en 1973, l'armée prit le contrôle du parlement et instaura un régime militaire. Ricardo fut arrêté et mis en prison pendant sept ans, en raison de son affiliation au parti communiste (maoïste). Il n'aimait pas parler de cette expérience, mais nous avons toujours pensé que sa passion extraordinaire pour la vie et la justice était le résultat de ces années d'emprisonnement. Après sa libération il rejoignit sa fille à Londres, où il vécut pendant quelque temps.

Ricardo Carrere incarne cette génération d'activistes socialistes qui découvrirent la critique écologiste du capitalisme et qui, depuis, ne purent jamais se comporter comme s'ils n'en savaient rien. Nous pensons que Ricardo ne perdit jamais le radicalisme de sa jeunesse. Il trouva dans les mouvements socio-écologiques du Sud une vaste arène ignorée de luttes contemporaines, à laquelle il décida de consacrer son soutien tout au long de sa vie.

Sans avoir jamais cherché à se mettre en évidence, Ricardo est connu surtout comme le « leader charismatique » du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM), bien qu'il n'en ait pas été le fondateur. Sous son impulsion, on peut dire que le WRM est devenu le réseau d'activistes spécialisé en forêts tropicales le plus influent du monde. Créé en 1986 et basé à Montevideo, il devint une ONG internationale avec beaucoup de ramifications et participa à la défense des forêts tropicales, à la protection des terres et des moyens d'existence des peuples des forêts, et à la promotion de la gestion communautaire des forêts. Le WRM est particulièrement connu pour avoir dénoncé – surtout dans son bulletin mensuel – les impacts de l'exploitation forestière commerciale, des barrages, des mines, des plantations, des fermes crevettières et d'autres opérations qui détruisent les forêts dans le monde entier. Ce bulletin, publié en quatre langues, permet aux communautés et aux groupes qui subissent ces impacts de se faire entendre, et sert à diffuser, en un langage compréhensible, de l'information sur les forêts et sur les problèmes qui y sont liés. Dans ce sens, Joan Martínez-Alier a suggéré que Ricardo Carrere figurait parmi les fondateurs du mouvement mondial pour la justice écologique.

Ricardo était vraiment un internationaliste. Il ne se limitait jamais aux frontières nationales. Bien qu'il eût étudié la sylviculture conventionnelle dans le Sud de la France, il devint un des opposants les plus acharnés de la « révolution verte », caractérisée par le modèle des plantations industrielles d'arbres. Ces plantations, qui se sont multipliées dans le monde entier et surtout dans le Sud, et que la FAO présente comme des « forêts plantées », ont de nombreux effets négatifs, d'ordre social et environnemental, sur les communautés locales. Sa critique des plantations industrielles d'arbres est devenue célèbre dans le monde entier.

Mentionnons en passant que les conflits sociaux suscités par ces plantations devinrent aussi le thème d'une thèse de doctorat pour l'un de nous (J.-F. G.). En 2006, alors que nous faisons des recherches dans le Sud du Cameroun au sujet de la résistance locale à la monoculture du palmier à huile et de l'hévéa, Ricardo écrit à J.-F. G. pour lui dire qu'il souhaitait regarder de près ce qui se passait là-bas parce que, dit-il, il n'avait pas beaucoup d'expérience au sujet de l'Afrique centrale. Nous organisâmes donc pour lui un voyage de cinq jours dans la région. C'était notre première rencontre avec lui, et elle fut riche et inoubliable pour nous. Il débarqua à l'aéroport avec sa petite valise, dont un tiers de la place était occupé par le matériel pour le *mate* (une infusion traditionnelle sud-américaine). Ses yeux brillants et expressifs nous frappèrent alors.

Pendant la journée, nous discutons avec des paysans bantous, des travailleurs des plantations et des cueilleurs-chasseurs bagyeli ; pendant les longues soirées à Kribi, nous parlons tous les trois de politique, de recherche et d'expériences personnelles. Son humanité et sa capacité de communiquer avec des personnes d'origines très différentes étaient exceptionnelles.

Ricardo était toujours sceptique quant à la valeur de la science en l'absence d'un engagement politique direct du chercheur. Il nous dit qu'il avait pris conscience des impacts des plantations industrielles d'arbres en lisant les livres de Vandana Shiva à la fin des années 80. Avec Larry Lohmann, il publia par la suite un livre qui fit date, *Pulping the South* (1996), devenu par la suite un classique de la littérature écologiste. Ce livre contient les prémisses théoriques de « l'environnementalisme des pauvres », inclut des études de cas bien documentées concernant les quatre coins du monde, et présente aussi un côté politique-pratique, très utile pour les activistes.

Deux années après cette publication, le WRM lança sa campagne contre la monoculture industrielle d'arbres, qui vise à sensibiliser le public et à organiser l'opposition mondiale à ce type de sylviculture. La campagne exige aussi à la FAO de changer sa définition des forêts, qui considère comme telles les plantations industrielles d'arbres, avec un slogan catégorique très répandu depuis : « Les plantations d'arbres ne sont pas des forêts ». Elle recommande vivement aux gouvernements de ne pas inclure les plantations d'arbres en tant que puits de carbone dans le Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto. Elle critique sévèrement la certification à des fins commerciales, les marchés du carbone et les agrocombustibles. Sa position étant cohérente, éthiquement solide et basée sur des informations de première main des activistes locaux, plusieurs grandes organisations internationales, comme le FSC, le CIFOR ou la FAO, ne peuvent pas s'offrir le luxe de l'ignorer. Dans ce sens, l'impact du WRM est d'une

importance surprenante, vu sa ligne politique « anticapitaliste ». Au cours de la campagne, Ricardo écrivit quelques articles mémorables, notamment ses « Dix réponses à dix mensonges » (1999).

Après cette visite au Cameroun, Ricardo retourna plusieurs fois en Afrique. Nous échangeâmes constamment des courriers électroniques et des textes et nous nous rencontrâmes de nouveau à Johannesburg et à Quito. Il ne perdit jamais son enthousiasme. L'année dernière il écrivit à J.-F. G qu'il était en train d'apprendre beaucoup de choses en parlant avec les gens sur le palmier à huile dans l'Afrique centrale rurale. Pour nous, Ricardo a été l'exemple de la lucidité et de l'humanité du « savoir activiste ». Il a été l'un des meilleurs écologistes politiques du monde. Son esprit radical restera vivant.

Julien-François Gerber & Sandra Veuthey

[index](#)

JOUR INTERNATIONAL DE LUTTE CONTRE LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Les facteurs de l'expansion des plantations forestières

Nous vivons une époque de réchauffement. Le climat est peut-être l'expression la plus évidente d'une accélération économique qui a surchauffé les moteurs, brûlant tout sur son passage. En quelques décennies, la productivité a énormément augmenté. Les économies d'échelle sont apparues, l'accumulation de capitaux s'est accélérée, les fusions d'entreprises se sont multipliées, les marchés se sont élargis, la mondialisation s'est installée.

Dans ce contexte où le pouvoir se concentre et où les inégalités se creusent, les économies nationales finissent par dépendre du pouvoir de transnationales géantes tandis que les formes productives favorables au système et, de plus en plus, à la spéculation financière deviennent prioritaires, sont encouragées et accréditées. Bien entendu, il s'agit de formes de production de grande rentabilité à court terme, qui impliquent un fort investissement de capitaux privés, l'accès à des marchés grands ou moyens et, en général, une utilisation intensive de moyens technologiques.

À l'autre bout de la chaîne et fermant un cercle vicieux, on crée des marchés fortement consommateurs. Le renouvellement des marchandises atteint dans certains pays – là où se trouvent les plus grands marchés de consommation – un rythme vertigineux : tout est utilisé, jeté et rapidement remplacé, tout arrive emballé, prêt à manger, des quatre coins du monde les plus éloignés aux présentoirs du supermarché. Il faut de plus en plus de fer, de bois, de cellulose, d'énergie. La planète est devenue un gigantesque marché impersonnel, sans le charme des parfums et des échanges du souk... Des transnationales produisent, des transnationales transportent, des transnationales vendent.

Il est évident que les économies locales, la gestion communale et la propriété collective n'ont pas de place dans les planifications où les exportations, la macro-

économie et l'investissement ont la priorité.

On dirait que personne ne comptabilise les coûts « extériorisés » que comportent la consommation massive d'eau, la perte des nutriments du sol, la destruction des écosystèmes, l'appétit vorace de combustibles fossiles suivi de la libération irréparable de carbone, le chambardement social causé par l'expulsion et la marginalisation de populations, la perte du nord dans la quête du bien-être ou de « l'être bien ».

L'industrie de la pâte et du papier

Le secteur forestier n'a pas échappé à ce processus. À partir du milieu des années 1990, la consommation de papier et de carton s'est accélérée de plus en plus, d'abord et surtout au détriment des forêts tropicales, comme dans le cas de l'Indonésie et de la Malaisie. L'industrie de la pâte et du papier commença à grandir et, avec elle, la plantation industrielle d'arbres, dominée essentiellement par des groupes du Nord, où l'on produit une bonne partie du total mondial de bois à pâte et où la consommation de papier est la plus forte. Pourtant, les plantations industrielles d'arbres à croissance rapide (des eucalyptus surtout), en régimes de rotation relativement courts (de 6 à 10 ans, suivant la région) furent faites dans le Sud, où elles se développèrent aux dépens de divers écosystèmes, comme la forêt indigène dans le cas du Chili, ou la prairie en Afrique du Sud et en Uruguay. Par la suite, l'augmentation de la capacité de transformation donna lieu à l'apparition de conglomérats du Sud.

L'expansion de l'industrie forestière a bénéficié de cadres juridiques et de généreuses subventions, directes et indirectes, telles que des exonérations fiscales, de la part de l'État, qui ont poussé en avant la monoculture d'arbres. C'est ce qui est arrivé au Chili, au Brésil, en Uruguay, en Nouvelle-Zélande, en Indonésie, au Vietnam et au Kenya, pour n'en citer que quelques exemples. Dans tous les cas, de puissants intérêts privés en ont tiré profit, qu'il s'agisse de grands capitaux nationaux ou d'investissements étrangers.

Plusieurs autres acteurs ont joué un rôle fondamental dans cette expansion. En particulier, la FAO a mis à son service son influence et toute la panoplie technologique de la « révolution verte », et elle a contribué à déguiser en forêts les plantations d'arbres en régime de monoculture, en les définissant comme des « forêts plantées ».

Les cabinets-conseil (comme la société finnoise Pöyry) ont contribué aussi à la recherche, à la planification et à la conception de plantations forestières et d'usines de pâte et de papier.

De leur côté, les agences bilatérales (parmi lesquelles se distingue l'agence japonaise JICA), les agences gouvernementales de crédit à l'investissement et à l'exportation, et les agences multilatérales ont facilité l'accès au financement nécessaire, aussi bien aux entreprises de plantation qu'aux gouvernements qui ont appliqué des plans de subventionnement. La Banque mondiale, par exemple, a accordé des crédits bon marché à la création de millions d'hectares de plantations d'arbres. [1]

De nouveaux acteurs : les fonds de spéculation

À qui appartiennent ces plantations ? En plus des industries de la pâte et du papier mentionnées, de nouveaux acteurs du monde des finances sont apparus, investissant des milliards de dollars dans l'acquisition de terres et la création de plantations d'arbres. Afin de diversifier leurs investissements, des instruments financiers tels que les fonds de retraite, les TIMO (sigle du nom anglais Timber Investment Management Organizations), les T-REIT (sigle de Timberlands Real Estate Investment Trust) et les fonds de couverture (*hedge funds*), ont fait incursion dans le secteur du boisement. D'après un rapport de la FAO [2], en 2007 ils auraient investi dans la plantation d'arbres un total d'environ 50 000 millions de dollars.

Les TIMO, groupes de gestion d'investissements forestiers des États-Unis, constituent une structure qui accumule des fonds en groupant de nombreux investisseurs institutionnels qui ne s'intéressent peut-être pas à acheter et à gérer les plantations, ou qui souhaitent y investir une partie limitée de leurs fonds. Ces investissements sont souvent prévus pour une période de dix ans.

Les T-REIT, fonds d'investissement immobilier appliqués au secteur forestier, ont été créés aux États-Unis et, depuis 2000, se sont vite développés. D'après le rapport de la FAO déjà mentionné, le plus grand propriétaire privé de plantations forestières du monde (Plum Creek) est un T-REIT. Depuis 2004, les actifs d'investissement de plusieurs entreprises forestières ont été transformés en T-REIT, plus avantageux pour les actionnaires en ce qui concerne les impôts.

Ces deux instruments financiers – les TIMO et les T-REIT – ont investi jusqu'ici dans un nombre relativement limité de pays : Océanie, Chili, Brésil, Afrique du Sud et Uruguay, où les activités de plantation d'arbres sont déjà consolidées.

À partir de 2005 sont apparus les « fonds de couverture », instruments financiers qui opèrent avec des investissements à haut risque. Le grand volume d'argent et de crédit qui existait dans le système financier mondial jusqu'à la mi-2007 a permis à ces fonds de dépasser la capacité des entreprises forestières, des TIMO et des T-REIT pour acheter de grandes étendues de plantations d'arbres, quoique, en général, ils les revendent par la suite.

De même, plusieurs fonds privés européens ont surgi, qui investissent dans des plantations forestières en Europe et ailleurs. Certains ont été créés spécifiquement pour investir dans le marché du carbone, une des fausses solutions au changement climatique issues de l'opposition du pouvoir économique et politique mondial à s'attaquer à l'origine du problème du réchauffement planétaire, causé par la libération dans l'atmosphère de beaucoup de tonnes de dioxyde de carbone, par suite de la surconsommation de combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz).

L'économie « verte » pose de nouveaux problèmes

Cette même opposition est à l'origine du recours aux biocombustibles, dans le but de continuer à alimenter le système phagocytaire de l'économie mondialisée mais, cette fois, avec un aliment différent. Nouvelle solution supposée, nouveaux problèmes. La demande européenne en bioénergie, catapultée en 2009 par la

directive du Parlement européen sur les énergies renouvelables (qui fixe pour les pays, comme objectifs obligatoires, que 20 % de l'énergie consommée et 10 % des carburants pour le transport proviennent de sources renouvelables d'ici à 2020) a provoqué une avalanche d'investissements étrangers pour accaparer des terres en Afrique, en Amérique du Sud et dans le Sud-Est de l'Asie afin d'y faire des plantations de palmier à huile et d'espèces qui servent à fabriquer des copeaux et des fragments de bois produire de l'énergie à partir de la biomasse.

D'après un rapport de l'institut de recherche IIED [3], rien qu'en 2011, cinq grandes fabriques de particules de bois ont été inaugurées au Canada, en Russie, en Norvège et aux États-Unis, avec une capacité de production combinée de trois millions de tonnes. Du côté de l'approvisionnement, la table est servie en Afrique. À cette fin, plusieurs entreprises sont en train de débarquer sur le continent pour y faire des plantations ou replanter celles qui y existaient. Des traités ont été signés pour produire des éclats et les exporter en Europe et ailleurs, en replantant d'anciennes plantations d'hévéas au Ghana et au Libéria.

Le rapport en question mentionne quelques cas d'investissements en plantations d'arbres dont on sait qu'elles sont destinées, en tout ou en partie, à la production d'énergie de biomasse, avec la participation du secteur privé mais aussi des États. Investissements nord-américains : 60 700 ha au Guyana, 5 000 ha au Ghana, 11 700 ha en Inde ; investissements européens : 126 000 ha au Mozambique ; investissements sud-coréens : 60 000 ha au Cambodge, 200 000 ha en Indonésie (dans ce dernier cas, il s'agit d'un accord intergouvernemental).

Les plantations pour la production de biomasse ont l'avantage de pouvoir s'adapter à des marchés divers, suivant les fluctuations des prix : si le prix de l'énergie s'effondre, elles peuvent servir à vendre du bois ou de la pâte à papier, ou bien des crédits de carbone. L'IIED mentionne le cas de l'entreprise norvégienne Green Resources Ltd., qui a acheté des terres au Mozambique et en Tanzanie pour y faire des plantations d'arbres qui recouvrent justement ces trois activités économiques.

Parmi les nouvelles tendances qui peuvent contribuer à la multiplication des plantations figure le mécanisme REDD+ (voir le bulletin n° 169 du WRM), qui considère la plantation d'arbres comme une stratégie pour réduire les émissions de carbone. Dans ce sens, le gouvernement d'Indonésie a déjà annoncé que des millions d'hectares seront plantés dans le pays de ce qu'il appelle « nouvelles forêts », une aberration parrainée par la FAO.

Même la soi-disant « bio-économie » représente une menace. Il s'agit d'un plan pour tout fabriquer – plastiques, carburants, textiles – à partir des arbres et d'autres sources de cellulose, en complément des combustibles fossiles. Pour ce faire on utiliserait des technologies dangereuses, comme l'ingénierie génétique, la biologie synthétique et la nanotechnologie.

Finalement, le concept d'économie « verte », qui fera une entrée triomphale dans le prochain Sommet de Rio+20 (Rio de Janeiro, juin 2012), est en train de prendre une signification qui, une fois de plus, rendra inutile toute tentative de changement. En effet, on parle beaucoup des nouvelles opportunités commerciales, des investissements dans des ressources-clés (l'eau, l'énergie renouvelable, la

biodiversité, les forêts, plantations comprises sans doute), de la mobilisation de ressources financières, de l'encouragement à la participation du secteur privé grâce à l'appui du secteur public. Le PNUE a beau parler d'investir dans un reboisement « durable » : nous savons bien qu'à moins de contester et de rejeter le système de monoculture à grande échelle, aussi rentable pour les grands capitaux que destructeur pour les populations locales et l'environnement, il ne s'agira que de vaines paroles.

Nous sommes à un moment crucial, à une croisée des chemins. L'humanité peut continuer à se laisser traîner vers l'abîme par la puissance des intérêts commerciaux qui, de leur propre initiative, ne feront pas marche arrière, ou bien elle peut avoir le courage de changer de cap pour récupérer le principe éthique de l'intérêt collectif, du bien commun, de l'interdépendance avec la nature. Dans le WRM, nous travaillons dans ce dernier but.

Raquel Núñez Mutter, WRM, raquelnu@wrm.org.uy

[1] Renseignements tirés de "El papel del Sur. Plantaciones forestales en la estrategia papelera internacional", de Ricardo Carrere et Larry Lohmann, <http://www.wrm.org.uy/plantaciones/material/PapelSur.pdf>.

[2] "Corporate private sector dimensions in planted forest investments", D.A. Neilson, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/i0627e/i0627e09.pdf>.

[3] "Biomass energy: Another driver of land acquisitions?", Lorenzo Cotula, Lynn Finnegan et Duncan Macqueen, The International Institute for Environment and Development (IIED), août 2011, <http://pubs.iied.org/pdfs/17098IIED.pdf>.

[index](#)

– Rejet de l'initiative du WWF « Projet de plantations de nouvelle génération »

À l'occasion du Jour international de lutte contre la monoculture d'arbres », le Réseau latino-américain contre la monoculture d'arbres (RECOMA), d'autres organisations et des activistes sociaux appellent le public à rejeter l'initiative dénommée « Projet de plantations de nouvelle génération (NGPP d'après l'anglais) proposée par l'organisation conservacionniste Fonds mondial pour la nature (WWF d'après l'anglais) [*]. RECOMA regroupe des organisations latino-américaines dont l'objectif fondamental est de coordonner des activités pour s'opposer à l'expansion des plantations forestières à grande échelle dans la région, et compte des représentants de plusieurs pays latino-américains.

Le texte de l'appel est le suivant :

« Dans sa page web, le WWF affirme que *nous avons besoin des matières premières et des services que fournissent les plantations d'arbres* ; il affirme aussi que, pour maintenir la production de matières premières, tout en conservant intacts les écosystèmes naturels et en respectant les droits des communautés, il est nécessaire d'améliorer les modèles forestiers actuels. Et, pour ce faire, il estime qu'il suffit d'améliorer la gestion des plantations.

Or, le commerce actuel de matières premières et, de façon plus générale, le modèle actuel de production et de consommation sont à l'origine des problèmes que l'humanité subit en ce moment. Pourtant, à aucun moment le WWF ne critique ce modèle ni suggère de le changer. Il veut croire ou faire croire que, par un tour de passe-passe, seront résolues les contradictions intrinsèques de la plantation industrielle d'arbres : concentration de la terre, expulsion des communautés locales, exclusion d'autres formes de production, épuisement de l'eau et des sols.

Les plantations portent à la société et à l'environnement des préjudices dont la gravité est proportionnelle aux bénéfices des entreprises, et qui sont directement associés au 'modèle forestier', en régime de monoculture et à l'échelle industrielle, dont parle le WWF. C'est pourquoi les grandes entreprises forestières ont toujours essayé, par tous les moyens possibles, de maquiller en vert leurs activités. À cette fin, le WWF tombe à point. Cette organisation semble n'avoir d'autre souci que de maintenir et d'élargir les marchés actuels des plantations.

En outre, le NGPP semble orienté, en bonne partie, à ouvrir aux plantations les portes du marché du carbone et de l'énergie, permettant ainsi que davantage de terres fertiles, dont des millions de personnes dépendent en Amérique latine pour leur survie, soient occupées par les grandes entreprises.

Un groupe de transnationales du secteur forestier participent à l'initiative NGPP (CMPC – Forestal Mininco, Masisa, Fibria, Mondi, Portucel, Sabah Forest Industries, Stora Enso, Veracel, UPM-Kymmene), ainsi que l'Administration forestière de Chine, la Commission forestière du Royaume-Uni et l'Initiative forestière suédoise.

La page web du projet montre une série d'exemple de plantations industrielles qui ont contribué à 'conserver la biodiversité'. Sur les neuf cas cités, cinq correspondent à des plantations d'arbres en Amérique latine qui appartiennent aux entreprises UPM (étude de cas sur l'Uruguay), Veracel/Stora Enso et Fibria (deux cas au Brésil), Masisa (Argentine) et CMPC / Forestal Mininco (Chili). Toutes ces entreprises accumulent dans leurs dossiers des plaintes portées par les communautés locales, que, bien entendu, le WWF a choisi d'ignorer.

Ces plaintes portent sur la violation des droits territoriaux des communautés indigènes et traditionnelles, l'occupation illégale de territoires, la destruction de sources d'eau et d'écosystèmes précieux, la substitution de terres affectées à la production d'aliments par des plantations, etc.

RECOMA et les organisations et activistes signataires de cette déclaration dénoncent les agissements de ce genre, car ils favorisent les intérêts mercantiles d'entreprises qui n'hésitent pas à violer les droits des habitants des régions où elles imposent leurs plantations d'arbres. Pour cette raison, nous appelons tous les mouvements et organisations sociaux à rejeter le projet du WWF.

Nous lançons cet appel dans le cadre des actions du Jour international de lutte contre la monoculture d'arbres, et en souvenir de Ricardo Carrere qui, pendant toute sa vie et dans son travail au sein du WRM et de RECOMA, contribua à encourager la lutte contre les plantations d'arbres et contre leurs effets négatifs, en revendiquant les droits des communautés et des peuples autochtones à leurs territoires.

– Indonésie : dette, plantations et dégradation

Les plantations industrielles d'arbres ont souvent avancé grâce à l'expropriation directe ou à l'achat manipulé de terres. Pourtant, cette expansion se produit aussi, de façon indirecte, grâce à un troisième mécanisme, moins connu mais probablement au moins aussi important que les deux autres : les situations d'endettement. Ce court article a pour but de commencer à éclairer ce problème, en mettant l'accent sur la plantation commerciale d'arbres en Indonésie.

Au niveau du petit planteur

En Indonésie comme ailleurs, beaucoup de paysans s'endettent pour créer de petites plantations d'arbres (palmier à huile, hévéa, acacia, caféier, cacaotier, etc.). Près d'un tiers des plantations indonésiennes de palmier à huile, par exemple, sont gérées par des propriétaires qui possèdent moins de 5 hectares. Cela représente environ 2,5 millions d'hectares, et une bonne partie de l'expansion future prévue dépendra de la production des petits propriétaires.

Qu'y a-t-il derrière ces faits apparemment inoffensifs ? Et pourquoi les paysans font-ils des emprunts ? En fait, les paysans ont besoin d'un peu d'argent pour les services médicaux, pour l'éducation et pour acheter certains articles (vêtements, savon, combustible, etc.). Donc, ils font quelques cultures de rente. Mais la préparation de la terre (drainage de canaux, terrassement), les machines, les plants, les engrais et les pesticides sont chers. Peu de paysans peuvent se les payer et sont donc obligés d'obtenir des prêts, souvent par l'intermédiaire des entreprises de plantation régionales. Ainsi, le petit propriétaire finit associé par contrat à une compagnie déterminée, à laquelle il doit livrer sa production à un prix spécifique. Les arrangements de ce genre incluent plusieurs systèmes, privés ou étatiques, d'association entre une plantation mère et des petits propriétaires. Parfois la compagnie se limite à fournir du crédit mais, en général, elle vend aussi les plants et les produits chimiques.

Les entreprises en question sont présentées officiellement comme les championnes du développement. Ces programmes de crédit en sous-traitance fourniraient aux petits propriétaires une assistance décisive, ce qui est vrai dans certains cas. Pourtant, ils représentent aussi un mécanisme puissant de contrôle et de discipline. Dans beaucoup de cas, ils ne sont rien d'autre qu'une stratégie d'expansion, peut-être même la plus importante qui existe aujourd'hui en Indonésie. N'étant pas en mesure d'atteindre leurs objectifs financiers, les petits propriétaires finissent par vendre leur terre à l'entreprise. Comme le signalait Karl Marx il y a longtemps (1867), « le système de crédit qui, au départ, se glisse furtivement comme un modeste assistant de l'accumulation, [...] s'est finalement transformé en un énorme mécanisme social pour la centralisation des capitaux » et, dans le cas présent, de la

terre.

Il est important de comprendre qu'une fois qu'un petit propriétaire a signé un contrat de crédit, il cesse d'être libre. Il est constamment soumis à l'exigence de « bien faire les choses », c'est-à-dire de produire assez pour rembourser en temps voulu le prêt et les intérêts correspondants. Ceci n'est pas un problème mineur : petit à petit, chaque famille endettée est portée à modifier ses priorités en matière de besoins et à faire des choix parfois douloureux entre les dépenses socioculturelles et les investissements productifs. Beaucoup doivent travailler davantage et même engager de la main-d'œuvre temporaire ou à temps partiel pour pouvoir faire leurs paiements à temps. S'ils ne le font pas, ils risquent de perdre leurs terres, qui représentent leur seul moyen de production. Évidemment, les entreprises ont très bien compris l'avantage de disposer de petits propriétaires endettés. Ainsi, elles essaient de rester le plus longtemps possible en position de créancières, parfois en recourant à des méthodes malhonnêtes (par exemple, en occultant le montant qui reste à payer ou en convainquant les paysans de faire un nouvel emprunt).

Ce qui est encore plus important est que l'endettement de la population rurale a contribué à changer les styles de vie coutumiers. Un chercheur a rapporté que, dans les conversations villageoises, « il était rare de ne pas entendre des plaintes sur le manque de coopération entre les habitants » et il a souligné que « les gens du village deviennent de plus en plus calculateurs (*berkira*) dans leur façon d'envisager les questions d'argent » (cité par Scott, 1985). En ce qui concerne l'effet sur la communauté, il y a des pressions contre les terres communales coutumières, parce qu'il est impossible d'obtenir des crédits à moins que des portions de ces terres soient utilisées en nantissement. En plus de ces effets socioculturels, l'endettement des paysans a créé de nouvelles pressions sur l'environnement. Wilson (2010) écrit que « si les paysans ont accès au crédit, surtout à des taux d'intérêt élevés, l'augmentation de la productivité annuelle devient indispensable pour qu'ils puissent rembourser leurs prêts » ; cela implique aussi l'augmentation de la pollution et une plus grande simplification de l'écosystème.

Au niveau de l'entreprise de plantation

Les entreprises aussi peuvent se retrouver endettées. En Indonésie, les grosses dettes des entreprises de plantation sont notoires. Le cas d'Asia Pulp & Paper (APP), premier producteur de papier du pays, est peut-être le plus célèbre. Ses plantations ont été créées dans les années 1980 et 1990, sur une concession de 300 000 hectares. En raison d'une dette de 13,9 milliards USD contractée en 2006, APP est soumise à d'extraordinaires pressions financières et juridiques pour qu'elle élargisse ses activités, quel qu'en soit le prix écologique ou social. Matthew et Gelder (2001) signalent que « pour résoudre le problème de ses dettes à l'égard des créanciers étrangers, APP a agrandi ses activités de transformation. Par exemple, elle a financé en partie sa dette croissante en obtenant davantage de prêts pour agrandir ses installations de fabrication de pâte et de papier, en un cercle vicieux qui a abouti directement à la destruction de forêts ».

On estime que les activités d'APP ont provoqué la disparition d'un million d'hectares de forêt tropicale depuis leur début ; pourtant, l'entreprise continue apparemment de compter sur le bois récolté dans les forêts naturelles, avant de transformer celles-ci

en plantations de bois à pâte. Prise au piège de la dynamique des dettes, APP est connue aussi pour ses violations des droits des villages tributaires des forêts locales. Barr (2004) estime que 60 000 hectares de ses plantations sont réclamés par les communautés voisines. Depuis que Suharto a été forcé de démissionner en 1998, les membres des communautés, jusque-là impuissants, ont commencé à protester ouvertement contre la perte de leurs terres coutumières et de leurs moyens d'existence, ce qui a suscité parfois des conflits violents (HRW, 2003).

Les méthodes des créanciers internationaux sont, bien entendu, une cause importante du problème. Les gros emprunts faits par APP partaient de la supposition que le remboursement serait possible parce que l'entreprise avait accès à une provision illimitée de bois bon marché dans les forêts naturelles et les plantations d'arbres. En effet, cela était possible dans le passé, grâce au soutien des militaires, mais ce qui est important ici est de comprendre les liens entre l'endettement des entreprises, la destruction socio-écologique et les conflits sociaux.

Conclusion

Au niveau des familles, dans beaucoup d'endroits de l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie comprise, l'endettement a été fondamental pour favoriser la concentration de la terre entre les mains de quelques-uns. De ce fait, il a stimulé un processus de différenciation sociale dans lequel les petits propriétaires ont perdu leur terre et sont devenus métayers ou salariés. Ce processus continue aujourd'hui en Indonésie, dans le secteur des plantations. Il n'est pas toujours facile de l'observer car il prend des formes diverses, parfois tout à fait informelles.

Au niveau des entreprises aussi, l'endettement joue un rôle important. Il oblige les entreprises à accroître fortement leur production pour rembourser leurs créanciers qui, souvent, se trouvent dans les pays industrialisés. Ainsi, il encourage l'expansion et l'intensification des plantations. Les pressions de ce genre sont comparables à celles que subissent les familles, mais à plus grande échelle. Dans tous les cas, le secteur financier – qu'il soit local, national ou mondial – est en mesure de contrôler et de discipliner ses clients, et finit par être le principal gagnant.

Julien-François Gerber

Références

- Barr, C., 2004. Risk analysis and impact assessment for pulp and plantation investments: the case of Indonesia. Bogor: Center for International Forestry Research.
- Human Rights Watch (HRW), 2003. Without remedy: human rights abuse and Indonesia's pulp and paper industry. New York: HRW.
- Marx, K., 1976 [1867]. Capital. Vol. 1. New York: Vintage.
- Matthew, E. & J. van Gelder, 2001. Paper tiger, hidden dragons. London: Friends of the Earth.
- Scott, J., 1985. Weapons of the weak. New Haven: Yale University Press.
- Wilson, B., 2010. Indebted to fair trade? Coffee and crisis in Nicaragua. *Geoforum*, 41(1): 84–92.

– Inde : des femmes tribales de Kaimur plantent des arbres indigènes pour protester contre la campagne gouvernementale de plantation d'arbres financée par la JICA

Des centaines d'arbres d'espèces indigènes utilisées par les communautés locales (*neem*, citronnier, *sehjan*, *amla*, *jamun*, manguier, *chironji* et *mahua*) ont été plantés le 4 juillet 2011 dans le siège de la Cour régionale à Robertsgani, capitale du district de Sonbhadra, dans l'État d'Uttar Pradesh (Nord de l'Inde), par des femmes tribales, pour protester contre la campagne de plantation d'arbres entreprise par le département forestier et financée par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

Cette action fait partie du vaste programme de plantation d'arbres mis en œuvre par les communautés, sous la bannière du Forum national d'habitants des forêts et de travailleurs forestiers et de l'organisation locale Kaimur Kshetra Mahila Mazdoor Sangarsh Samiti, dans toutes les terres récupérées ces dernières années par les tribus de la région Kaimur de Sonbhadra, en Uttar Pradesh, au Jharkhand et au Bihar.(1)

La région Kaimur est célèbre pour la richesse de sa forêt et pour ses ressources minérales. En 2006, le gouvernement de l'Inde adopta une loi révolutionnaire, la Loi sur les tribus enregistrées et autres habitants traditionnels des forêts (Reconnaissance des droits forestiers), pour reconnaître les droits dont les peuples des forêts étaient privés depuis la période coloniale et réparer les injustices dont ils avaient été l'objet. Depuis l'adoption de cette loi, l'autorité du département forestier a été de plus en plus remise en question.

La Loi sur les droits forestiers (FRA d'après l'anglais) met l'accent sur le respect des droits des communautés à leurs terres et à la gestion de leurs forêts. Cependant, il existe un conflit direct entre les gens et le département forestier, ce dernier ne voulant pas leur permettre de réclamer la propriété des terres dont il a hérité de ses maîtres coloniaux. Pour éviter l'application de la FRA, le département forestier, par l'intermédiaire du ministre de l'Environnement et des Forêts, a commencé à mettre en œuvre plusieurs programmes de plantation, qu'il appelle « boisement », financés par des multinationales et des agences internationales, dont la JICA.

Le projet financé par la JICA dans l'État d'Uttar Pradesh (2) durera huit ans et fonctionnera dans 14 districts et 20 divisions forestières. Ce projet n'a aucune base législative, mais il est entrepris dans les mêmes divisions forestières soumises à la FRA. Le département forestier, qui contrôle 23 % des terres du pays, craint que la pleine application de la FRA lui fasse perdre le contrôle d'une bonne partie de cette surface. Le contrôle des vastes forêts qui, selon la FRA, sont maintenant dans la catégorie des « droits communautaires », font l'objet d'un combat acharné entre le département forestier et les communautés locales, en particulier celles des peuples tribaux et celles d'autres populations qui dépendent des forêts.

Mentionnons ici que, grâce au mouvement pour la réclamation des terres qui a eu

lieu ces dernières années dans toute la région Kaimur, les peuples tribaux et les autres habitants des forêts ont eu l'honneur d'être les premiers à appliquer la FRA à leur manière, avant même que cette loi n'entre en vigueur. Après cinq années d'existence victorieuse de ce mouvement, ils ont réussi à faire des récoltes et à obtenir d'autres produits forestiers, même pendant les années de sécheresse. Ces récoltes et ces produits leur ont apporté la sécurité alimentaire, de sorte qu'ils ne sont plus obligés de travailler comme salariés dans les champs des seigneurs féodaux qui les utilisaient comme esclaves. Les peuples tribaux avaient été expulsés des forêts par le département forestier, tandis que, dans les villages, ils étaient soumis à l'exploitation par les seigneurs féodaux qui s'étaient approprié leurs terres ancestrales. En récupérant leurs forêts, ils ont pu surmonter la pauvreté et augmenter leurs biens. Les femmes ont joué un rôle exemplaire au sein de ce mouvement ; elles ont dirigé la lutte contre la machine répressive de l'État et contre les seigneurs féodaux pour faire respecter leurs droits constitutionnels.

Après avoir atteint la stabilité dans la production de céréales alimentaires cette année, les peuples tribaux se sont engagés à planter des arbres pour protéger leurs moyens d'existence et l'environnement. Un mouvement dirigé par les femmes prévoit de planter cette année plus de 10 000 arbres dans pas moins de 20 bosquets récupérés par les tribus. Cette initiative est aussi une manière de protester contre la campagne de plantation du département forestier que finance la JICA. Le projet de la JICA serait mis en œuvre au moyen de la création de comités de gestion conjointe des forêts (GCF), auxquels participeraient les communautés locales. Or, ces comités sont en fait composés de seigneurs féodaux et de villageois de la caste supérieure. Ils ne sont régis par aucune législation et s'opposent aux comités formés en vertu de la FRA. Ils sont en train de planter des arbres dans des terres réclamées par les peuples des forêts ou sur lesquelles ils ont déjà obtenu des titres de propriété. Le résultat de cette situation est une guerre de castes et de classes dans les zones boisées, provoquée par les projets du département forestier. Les peuples des forêts ont ouvertement défié ces comités GCF, pour déjouer leurs mauvais desseins.

La campagne communautaire de plantations d'arbres lancée par les femmes tribales a pour but d'entraver l'initiative du département forestier pour faire respecter les droits des communautés sur leurs forêts. Elles ont organisé un grand rassemblement le 4 juillet dernier à Robertsgani, capitale du district de Sonbhadra. Habillées en saris rouges et verts, elles portaient chacune un jeune arbre. Après avoir traversé la capitale à pied, elles se sont réunies dans le grand parc du siège de la Cour régionale, où elles ont planté les arbres qu'elles portaient, dans un climat de festival, avec un grand enthousiasme et en chantant de belles chansons.

Ce rassemblement a fait parvenir à toute la région le message que les peuples tribaux sont en train de prendre le contrôle de leurs forêts et qu'ils ne permettront à aucune entreprise, au département forestier ni à personne d'autre de les en empêcher. Ces femmes ont défié même le gouvernement, déclarant que si les droits de leurs communautés ne sont pas respectés, elles dresseront elles-mêmes des cartes pour établir les frontières de leurs terres boisées et les reprendre au département forestier.

Sokalo Panika, une femme tribale, a dit que la campagne de plantation du département forestier est un échec complet : elle n'existe que sur le papier, et les comités GCF ne font que se remplir les poches. Rajkurnari Bhuiya, une autre femme tribale, a dit que les activités des comités GCF ne servent à rien à la communauté, puisqu'ils plantent des variétés commerciales dont elle n'a que faire et qui ne sont pas bonnes pour l'environnement. Les membres des tribus ont commencé à envoyer des notifications à ces comités, comme prévu par la FRA, leur ordonnant d'arrêter ces activités de plantation. Autrement, des mesures seront prises contre eux en vertu de la Section 7 de la FRA, qui dit que tous ceux qui enfreindront cette loi seront punis.

Les femmes délivrent ces notifications de manière à provoquer de vifs remous, non seulement dans le département forestier mais aussi dans les autres organismes gouvernementaux qui ne respectent pas la FRA. En groupes nombreux, toutes vêtues de saris rouges, elles collent les notifications à l'extérieur de tous les bureaux concernés, en commençant par le comité GCF, le bureau des gardes forestiers, le commissariat de police, puis chez le percepteur et chez le percepteur adjoint. Des copies des notifications sont envoyées aussi aux ministères des Forêts, des Finances et des Affaires tribales, au Secrétaire en chef et au Ministre en chef de l'État, et aux ministres nationaux de l'Environnement et des Affaires tribales.

Mithai Lal Gond, un leader tribal, dit : « Dans le passé, nous recevions des notifications du département forestier nous sommant d'évacuer nos terres. À présent, nous avons des droits et du pouvoir grâce à la FRA ; ainsi, nous enverrons des notifications à ces départements pour leurs activités illégales ». Les membres des tribus ont aussi adressé des lettres aux agences de presse, leur demandant d'écrire en leur faveur et de cesser de favoriser le département forestier. Ils ont décidé d'attaquer sur tous les fronts pour revendiquer pleinement leurs droits communautaires.

Roma, NFFPFW (Kaimur) / Human Rights Law Centre, Uttar Pradesh, India, e-mail romasnb@gmail.com, <http://jansangarsh.blogspot.com>

(1) En 2007, un grand mouvement a surgi, dirigé par des femmes et entrepris par des Dalit et des membres des tribus pour réclamer leurs terres perdues dans la région Kaimur d'Uttar Pradesh, Jharkhand et Bihar. Les terres que ces personnes avaient occupées pendant des siècles leur ont été volées par les seigneurs féodaux, le ministère des Forêts et plusieurs projets industriels, avant et après l'indépendance. La réclamation de terres a été perçue comme « une victoire de la classe ouvrière qui a récupéré son espace politique ». Grâce à ce mouvement, des milliers d'hectares ont été récupérés par les tribus en tant que propriété collective. Ces terres sont aussi cultivées collectivement par les femmes. Pendant ce temps, les principaux activistes ont été mis en prison et des milliers de procès ont été intentés contre des habitants des forêts, dont 80 % de femmes, sous de fausses charges. L'auteur de cet article a passé un mois en prison, en application de la Loi nationale de sécurité, à cause de son rôle dans la direction du mouvement. Elle a été libérée par le ministre en chef de l'Uttar Pradesh, après que le gouvernement de l'État a découvert que tous les procès intentés par la police et le Département des Forêts étaient fabriqués. C'était une grande victoire pour le mouvement et, depuis, les

femmes tribales et Dalit ont été à sa tête, défiant ensemble l'État grâce à leur conscience politique collective.

Le projet JICA concerne tout le pays. Nous nous limitons ici à son application dans un seul État, l'Uttar Pradesh. Pour davantage d'information voir

http://www.jica.go.jp/english/operations/evaluation/oda_loan/economic_cooperation/2007/pdf/india07.pdf.

(2) Le projet JICA concerne tout le pays. Nous nous limitons ici à son application dans un seul État, l'Uttar Pradesh. Pour davantage d'information voir

http://www.jica.go.jp/english/operations/evaluation/oda_loan/economic_cooperation/2007/pdf/india07.pdf

[index](#)

– Mozambique : l'expansion des plantations industrielles d'arbres en régime de monoculture

Dans le Sud-Est de l'Afrique, le Mozambique brille comme un joyau sous le soleil africain.

Le littoral s'étend sur des milliers de kilomètres, riche de vie grâce à la tiédeur de l'océan Indien. Des requins-tigres et des requins du Zambèze patrouillent les récifs coralliens grouillants de sons, en un spectacle sous-marin où pullule une grande variété de poissons de couleurs, de raies et de tortues. Moules, crabes, crevettes, langoustines, toutes ces riches ressources alimentaires sont disponibles au Mozambique et ont nourri ses habitants pendant des milliers d'années.

À l'intérieur se trouvent les zones humides, les plaines inondables fertiles, les lacs d'eau douce et les rivières, filtrant et délivrant l'eau nourricière qui permet l'existence d'activités agricoles et autres.

Le Mozambique est un des derniers pays où l'on trouve encore de grands animaux en liberté, comme le lion, l'éléphant et le léopard. En plus de représenter une ressource pour les communautés de la région, la présence de ces animaux possède un énorme potentiel éco-touristique qui ne cesse de croître, puisque les écosystèmes « semi-sauvages » en bon état deviennent de plus en plus rares dans le monde.

Un des atouts majeurs du Mozambique est son peuple. Cette terre a produit des leaders inspirateurs, des hommes d'affaires prospères, des artistes et des entrepreneurs incroyables. Des millénaires durant, les gens ont cultivé et utilisé les ressources de la terre ; les sites de commerce anciens et historiques témoignent de l'abondance de la région.

Des millions de cocotiers poussent presque partout dans la région côtière. Ces arbres à usages multiples fournissent abri, matériaux de construction, fibres, aliments et une huile de grande valeur. D'énormes manguiers parsèment le paysage, donnant en abondance des fruits nourrissants à d'innombrables personnes et animaux, et sont une source de revenus pour beaucoup. De la même manière, les anacardiens et les noix délicieuses qu'ils produisent ont contribué à l'attrait du

Mozambique en tant que pays aux mets délicats. Le poulet *peri peri* – en lui-même une raison suffisante pour visiter le Mozambique – préparé dans quelque petit restaurant au bord de la route ; le poisson « fraîchement pêché, dans la rivière ou au barrage », à Tete ; le miel sauvage vendu en bouteilles sur les routes ; les chèvres que l'on transporte au marché de Lichinga à bicyclette ; des cacahuètes rôties ou crues, des bananes, des tomates et de la canne à sucre vendus aux carrefours : une abondance d'aliments et de délices culinaires à chaque coin de rue.

Pourtant, dans les provinces mozambicaines de Zambézie, Niassa et Cabo del Gado, les forêts naturelles sont décimées, et d'énormes quantités de bois dur sont embarquées vers l'Est. Ces forêts fournissaient du bois de façon durable pour satisfaire la demande locale. Ces forêts étaient une source de nourriture, de refuge et de possibilités pour les gens et les animaux.

Or, en dépit de la déforestation, on a l'impression que la nature est résistante et que les forêts peuvent récupérer leur splendeur et leur diversité, repousser et revivre, car les graines restent intactes, que la diversité se maintient dans la forêt après l'extraction de bois et que certaines plantes survivent.

D'après les précieux enseignements de Ricardo Carrere, « le boisement est BIEN PIRE que le déboisement », parce que, dans le cas du déboisement, « les exploitants forestiers viennent, extraient le bois, et repartent »... MAIS quand un paysage naturel est « boisé », cela veut dire en général qu'on y crée des plantations d'arbres exotiques en régime de monoculture. Une fois ces arbres plantés, ils restent là. La région plantée ne retrouvera jamais sa gloire passée, quelles que soient les ressources financières qu'on destine à la réalisation de cet objectif.

Les plantations industrielles d'arbres du Sud de l'Afrique se composent surtout d'eucalyptus et de pins. Elles sont l'œuvre de sociétés transnationales dont l'intérêt principal est le profit économique et qui ont besoin de centaines de milliers d'hectares pour que leurs investissements soient suffisamment rentables.

La création de plantations industrielles d'arbres coûte très cher à l'environnement : elles consomment d'énormes quantités d'eau précieuse, détruisent la biodiversité naturelle locale et l'intégrité de l'écosystème. Le mode d'extraction finit par appauvrir les sols et par provoquer une forte érosion. Avec la diminution de la fertilité du sol et des ressources hydriques, l'agriculture artisanale et diversifiée devient plus difficile, moins d'aliments sont produits, et l'insécurité, la malnutrition et la pauvreté augmentent.

Ces effets sont évidents dans l'Afrique du Sud voisine, où des millions d'hectares de plantations d'arbres exotiques ont été établies pour alimenter les usines de pâte à papier pour l'exportation, appauvrissant l'environnement et polluant l'air et les fleuves. Les riches et diverses prairies naturelles sont parties, comme le sont les fonctions de « rétention d'eau » qu'elles accomplissaient. La terre n'a plus la capacité de nourrir le bétail que l'on élevait de façon traditionnelle. Les fleuves qui approvisionnaient les habitants de la plaine et coulaient à travers le Sud du Mozambique sont maintenant secs, car le faible débit qu'ils ont pendant les mois secs de l'hiver ne suffisent pas à satisfaire la « voracité » en eau de ces arbres

exotiques toujours verts, et que les racines des eucalyptus pénètrent 50 mètres de plus dans le sol, épuisant les réserves de cet élément précieux.

Peu de travailleurs trouvent du travail permanent et de qualité dans l'industrie du bois sud-africaine. La plupart des emplois sont « sous-traités » et, un fois les arbres plantés, il reste peu d'interventions à faire pendant le cycle de rotation de 9 à 15 ans des arbres. L'industrie est de plus en plus mécanisée en Afrique du Sud, et les équipements de récolte spécialisés ont remplacé le travail de milliers d'hommes et de femmes.

Les plantations d'arbres exotiques se font avec des espèces envahissantes, et elles ont un tel impact sur les réserves d'eau qu'elles ont été classées comme une « activité qui réduit le débit des fleuves ». C'est pourquoi il est nécessaire de demander un permis au ministère des affaires hydriques. Dans certaines provinces, comme Mpumalanga, les demandes sont si nombreuses qu'il est devenu très difficile d'y obtenir un permis pour planter des arbres.

Les planteurs d'arbres sud-africains commencent à tourner leur regard vers le Mozambique pour investir en plantations, et l'entreprise étatique Komatiland l'a déjà fait dans les provinces de Manhica et de Zambézie. De même, Sappi étudie la possibilité d'installer des plantations d'arbres et une usine de pâte à papier dans la province mozambicaine de Zambézie.

À mesure que les terres disponibles deviennent plus rares au plan mondial, les sociétés multinationales se tournent vers les pays du Sud. À l'occasion d'une conférence à Stockholm, un industriel suédois a dit : « Si vous voulez que les eucalyptus poussent vite, apprenez le portugais », signifiant par là que le Mozambique et l'Angola sont les régions que les investisseurs devraient explorer en vue d'y faire des plantations d'arbres.

Ainsi, des centaines de milliers d'hectares dans les provinces mozambicaines de Niassa, de Zambézie et de Manhica sont en train de subir le dangereux phénomène du « boisement ». De vastes plantations industrielles, d'eucalyptus surtout, y sont créées par des multinationales, qui affirment qu'elles plantent des « forêts » mais qui, en réalité, provoquent une dégradation des terres d'une portée jamais connue auparavant.

Nous ne pouvons pas exiger qu'on arrête tout développement et qu'on se limite à protéger l'environnement, pendant que nous sommes assis dans nos maisons électrifiées en buvant l'eau qui nous parvient par des tuyaux. Il faut du développement, de la croissance et des opportunités pour tous. Mais nous prévenons que les plantations d'arbres en régime de monoculture ont montré, dans le monde entier, qu'elles ont des effets qu'il faut considérer et examiner en long et en large, avec la pleine participation des personnes qui seront touchées par le changement d'affectation des terres de leur région.

Il existe d'autres options de développement qu'il faudrait évaluer, et qui pourraient être beaucoup plus avantageuses pour les gens et pour la terre : des systèmes d'agriculture biologique qui créent davantage d'emplois, de sécurité alimentaire et de résistance au changement climatique ; des méthodes agricoles qui ne requièrent

pas de dégrader des centaines de milliers d'hectares, mais qui peuvent être appliquées sur des superficies plus petites tout en restant financièrement viables ; des modes d'utilisation de la terre qui augmentent la valeur ajoutée, le traitement et la création d'emplois.

L'idéal serait de laisser davantage de terres dans un état « semi-sauvage » – tout en les utilisant – pour préserver les nombreux services que prête la nature. Ainsi, le Mozambique continuerait d'être un paradis, un des rares endroits du monde où la nuit peut être vraiment silencieuse et où les étoiles peuvent briller de tout leur éclat.

Philip Owen, owen@soft.co.za

[index](#)

– Le palmier à huile au Bénin : de la production artisanale des femmes à la production industrielle des entreprises

Le palmier à huile occupait au Bénin une place importante historiquement. Il a fait l'objet d'un développement plus volontariste à partir du règne du roi Ghézo, que l'on situe entre 1818 et 1858. Les pays occidentaux devenaient en effet de plus en plus demandeurs d'huile de palme, principalement pour alimenter leurs savonneries, et les deux principaux royaumes que comprenait le Bénin à l'époque (Abomey et Porto-Novo) développèrent leur offre pour répondre à cette demande.

De véritables palmeraies, volontairement plantées, s'organisèrent. Par la suite, le commerce des produits du palmier a pris un essor considérable durant la seconde moitié du XIXe siècle et a connu un véritable « âge d'or » dans les années 20 à 30. La palmeraie béninoise de l'époque est estimée à 500 000 ha. Les produits de cette palmeraie naturelle étaient intégralement transformés par des artisanes.

Le premier programme d'industrialisation est lancé dans les années 1950. L'Etat colonial mise sur des unités industrielles de transformation de grande taille, publiques. Après l'Indépendance (1960), l'Etat béninois installe d'autres unités, de plus forte capacité, et plante environ 30 000 ha de palmiers sélectionnés entre 1960 et 1974.

Mais des difficultés apparaissent rapidement : internes (baisse de la pluviométrie et donc du rendement des palmiers, mauvaise gestion...) et externes (concurrence des pays asiatiques...). Elles réduisent la rentabilité de ces grands complexes, et n'incitent pas l'Etat à poursuivre le développement du secteur industriel. Ces difficultés touchent également les palmeraies naturelles, dont la superficie, qui était estimée à 500 000 ha dans les années 1930, est passée à 300 000 ha à la fin du siècle.

La constitution des blocs de plantation entre 1960 et 1974 avait entraîné l'expropriation de 17 000 paysans. Déclarés membres des coopératives, ils devaient percevoir un loyer annuel en compensation, mais ils l'estiment trop faible, et se plaignent d'incessants retards dans le paiement. La contestation, qui avait débuté dès les premières expropriations, était restée timide durant la période « autoritaire » du régime politique béninois (de 1972 à 1990). Elle a pris de

l'importance depuis le retour à la démocratie. En 1993, suite à la destruction par ces anciens propriétaires de 2 000 ha de palmeraies, le gouvernement a décidé de tripler le loyer annuel qu'il leur paye. La production industrielle représente environ 20 % du secteur, mais la majeure partie est exportée. En l'an 2000, le marché local de l'huile de palme au Bénin est couvert à 83 % par la production de milliers de productrices artisanales (les industries en assurent 7 %; les 10 % restant sont des importations). L'artisanat s'est imposé comme moyen de production prédominant tout au long du siècle. Il a réussi à s'adapter à un contexte en constante évolution, du côté de l'offre (augmentation de la quantité de matière première), comme du côté de la demande (diversification des débouchés). [1]

Plus récemment, un rapport [2] a annoncé la visite d'une délégation d'ingénieurs agricoles et d'hommes d'affaires chinois qui étaient disposés à investir environ 2,15 millions de dollars dans l'industrie béninoise de l'huile de palme pendant les cinq prochaines années, pour la mécaniser et en augmenter la capacité de production.

Malheureusement, ces plans n'ont pas tenu compte des avertissements que fait l'étude mentionnée : « Il y a déjà plusieurs plantations de palmier à huile en régime de monoculture dans le Sud du Bénin » qui devraient « servir d'avertissement contre tout développement futur, en raison des complications et des difficultés rencontrées par les communautés au moment d'essayer de vendre leurs produits ».

[1] « *Le palmier à huile en Afrique : le passé, le présent et l'avenir* »

http://www.wrm.org.uy/countries/Africa/Palmier_a_huile_en_Afrique.pdf

[2] "Chinese entrepreneurs to invest in Benin palm oil production", Serge-David Zoueme, publié dans Bloomberg, zsergedavid@bloomberg.net, reçu par l'intermédiaire de www.farmlandgrab.org.

[index](#)

DÉFINIR LES FORÊTS

- À l'occasion du Jour international de lutte contre les plantations d'arbres, définissons les forêts en respectant leur véritable signification

Le 21 septembre, plusieurs activités seront coordonnées dans le monde entier pour célébrer le Jour international de lutte contre les plantations d'arbres.

Pour le WRM, ce sera aussi l'occasion de contester la définition de forêt que donne la FAO, qui a des implications importantes et graves puisqu'elle considère comme une forêt même une plantation d'arbres exotiques en régime de monoculture. C'est pourquoi, ce 21 septembre, une lettre ouverte sera présentée à la FAO, signée par plus de six cents scientifiques du monde entier qui manifestent leur désaccord et appellent la FAO à entamer un processus de révision de cette définition. Les signatures seront reçues jusqu'au 21 septembre, à l'adresse http://www.wrm.org.uy/forests/letter_to_the_FAO.html.

Dans le cadre de ces actions, une nouvelle vidéo, produite par le WRM, sera lancée le 21 septembre. « Forests, much more than a lot of trees » présente des

témoignages d'habitants des forêts du monde entier qui disent ce que la forêt signifie pour eux, et sera disponible sur notre site web.

Nous lancerons aussi le nouveau document d'information du WRM « La définition de forêt », où nous présentons les raisons pour lesquelles nous devons continuer de contester la définition de forêt que donne la FAO, une agence financée par des fonds publics, et où nous expliquons comment cette définition a constamment des effets négatifs sur la vie de très nombreuses communautés du monde et affaiblit leurs luttes pour vivre dignement.

Le document, la vidéo et la liste définitive de signatures seront publiés sur notre site web le 21 septembre. Restez aux écoutes !

À l'occasion du Jour international de lutte contre les plantations d'arbres, résistons à l'expansion des plantations d'arbres en régime de monoculture, définissons la forêt en lui donnant sa véritable signification.

[index](#)
